

NI SÉLECTION, NI FUSION : POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DÉMOCRATIQUE ET OUVERT À TOU.TE.S !

FACE AU PIRE, PRÉPARONS-NOUS À LUTTER !

Nous voyons se mettre en place des fusions d'universités à l'heure actuelle, sur **des processus antidémocratiques et à marche forcée**, imposés par le gouvernement entre autres à l'aide des « appels à projets » (IDEX et ISITE), qui sont de véritables instruments de contrainte financière. Ces fusions n'ont pour objectif que l'«attractivité internationale» et la réalisation d'«économies d'échelle».

Nous sommes aussi témoin.te.s de la **légalisation de la sélection dès l'entrée en M1**, une réforme renforçant la sélection sociale et d'application chaotique, avec un « droit à la poursuite d'études » qui ne concernera que très peu d'étudiant.e.s. Nous rappelons que nous sommes les seul.e.s à s'y être opposé.e.s nationalement !

Bien qu'à l'heure actuelle nous ne savons pas quel sera le nouveau gouvernement, il n'est pas difficile de savoir quel seront ses projets. On ira plus loin dans les contre-réformes universitaires en cours depuis plusieurs décennies déjà : **plus de sélection, dès l'entrée en L1, plus de frais d'inscription, plus d'« autonomie » des universités pour appliquer les politiques austéritaires...**

Alors organisons-nous et préparons-nous pour mettre un grand coup d'arrêt à ces projets funestes, en défense d'un enseignement supérieur ouvert à tou.te.s, démocratique et émancipateur. Rappelons au gouvernement **qu'une université vit grâce à ses étudiant.e.s, à ses vacataires, à ses personnels administratifs et techniques, actuellement condamné.e.s à la précarité, et non grâce à ses prix et médailles !**

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre liste regroupe des étudiant.e.s, syndiqué.e.s ou non, rassemblé.e.s autour de revendications et de principes communs.

Sur le terrain, nous articulons une défense quotidienne, individuelle et surtout collective, des **droits des étudiant.e.s** (inscriptions, bourses, examens, logements...) avec une pratique **des luttes collectives, interprofessionnelles, autogestionnaires et démocratiques**. Nous partons des problèmes concrets que rencontrent tou.te.s les étudiant.e.s

(précarité, discriminations...) pour bâtir nos revendications.

Nous ne concevons pas l'enseignement supérieur comme déconnecté du reste de la société : transformer l'enseignement supérieur et la recherche implique une rupture dans les logiques qui gouvernent notre société (néolibéralisme, marchandisation et consumérisme...).

POURQUOI NOUS SOUTENIR ?

Le CNESER n'est que consultatif, une caution « démocratique » pour les gouvernements donc. Pourquoi s'y présenter alors ?

Par notre présence au CNESER, **nous voulons être un outil au service des luttes étudiantes**, en diffusant les informations relatives à la vie, au fonctionnement et aux réformes de nos lieux d'études et en les analysant.

Les élu.e.s actuel.le.s au CNESER ne font pas ce travail d'information : aucun compte-rendu

analytique n'est publié hormis un simple bilan tous les deux ans. Pour ces organisations, l'objectif est avant tout financier : chaque élu.e rapporte plusieurs dizaines de milliers d'euros. Or nous considérons que **les organisations étudiantes doivent rester indépendantes des partis, des gouvernements et des présidences d'universités** pour ne pas se contenter d'être de vulgaires entreprises politiques. Il est temps de laisser la place à des élu.e.s combatives.fs et de terrain.

DES PISTES POUR UN AUTRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nous proposons une liste de revendications qui impacteraient positivement l'enseignement supérieur en améliorant les conditions d'études et de travail de tou.te.s. Nous savons que notre présence au CNESER ne suffira pas pour les obtenir, mais par notre action quotidienne, nous travaillons à avancer dans cette direction en utilisant tous les moyens d'action.

UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOU.TE.S

- pour une **augmentation des aides sociales allouées aux étudiant.e.s** pour que chacun.e puisse, quel que soit son origine sociale ou son handicap, suivre des études sans avoir à travailler et à subir la précarité, principale cause d'échec à l'université;

- pour une **lutte acharnée contre le sexisme, le racisme et les LGBTphobies à l'université et dans le reste de la société** par la condamnation des actes ou propos discriminatoires, par la mise en place de cellules de veille et d'adresses d'écoute dans les établissements, par l'adoption de chartes antisexistes, par la possibilité d'utiliser leur prénom d'usage pour

les étudiant.e.s trans ou encore par la formation accrue des étudiant.e.s, personnels et associations;

- pour un **enseignement supérieur totalement gratuit et sans aucune sélection**, où l'inscription dans une année d'études n'est conditionnée que par l'obtention de l'année inférieure ou du diplôme inférieur dans le même champ disciplinaire;

- pour la **régularisation de tou.te.s les sans-papiers** et pour la promotion de la diversité culturelle et notamment des langues dites « régionales » et « minoritaires ».

UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC POUR DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE QUALITÉ

- pour un **réengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur et la recherche** à hauteur des besoins, pour la fin des financements sur projets (IDEX, ISITE, ANR...) qui exacerbent la concurrence entre universités et en leur sein, pour l'embauche massive et la titularisation d'enseignant.e.s et de personnels et pour le paiement au mois de l'ensemble des vacataires et notamment des doctorant.e.s non financé.e.s;

- pour des **conditions de travail et une rémunération de l'ensemble des doctorant.e.s à la hauteur de leurs activités de recherche et d'enseignement**, qui seront parallèlement exonéré.e.s de frais d'inscription, ne seront pas soumis.es à une limitation arbitraire de la durée des thèses et dont le comité de suivi individuel

ne devra pas être une instance d'évaluation annuelle mais une instance d'accompagnement;

- pour des **universités réellement démocratiques avec la création d'une représentation réelle de tou.te.s les doctorant.e.s**, au sein d'un même collège, dans toutes les instances (des conseils de composantes au CNESER) et la fin de la présence des intérêts privés dans les universités et notamment pour la suppression des personnalités extérieures dans les instances;

- pour des **formations émancipatrices** dont le contenu pédagogique sensibilise les étudiant.e.s aux discriminations et aux enjeux sociaux et environnementaux.

Solidaires
étudiant.e-s
syndicats de luttes

la
cgt
ETUDIANT.E-S ET
LYCÉEN.NE-S VALENCIENNOIS

éducation
Sud



Union
syndicale
Solidaires